

FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES
Laboratoire Pierre PAGNEY
Climat, Eau, Ecosystème et Développement
(LACEEDE)



CLIMAT ET DEVELOPPEMENT

Numéro 20

Juin 2016



Laboratoire Pierre PAGNEY –Climat, Eau, Ecosystème et Développement (LACEEDE)
B.P. : 526 Cotonou, Tél. (229) : 21 36 00 74 Poste 148 (République du Bénin)

CLIMAT ET DEVELOPPEMENT

Revue scientifique semestriel éditée par

Laboratoire Pierre PAGNEY Climat, Eau, Ecosystème et Développement (LACEEDE)

Directeur de Publication

Pr. Michel BOKO

Rédacteur en Chef

Dr. François TCHIBOZO

Conseiller Scientifique

Pr. Christophe S. HOUSSOU

Comité de Rédaction

Pr. Constant HOUNDENOU

Pr. Fulgence AFOUDA

Dr. Ignace TOSSA

Pr. Placide CLEDJO

Pr. Euloge OGOUWALE

Dr. Expédit W. VISSIN

Dr. Ibouaïma YABI

Dr. Léocadie ODOULAMI

Dr. Ernest AMOUSSOU

Dr. Henri S. V. TOTIN

Dr. Cyr Gervais ETENE

Comité scientifique

Pr. Michel BOKO (Bénin)

Pr. Joseph SAMBA KIMBATA
(Congo Brazzaville)

Pr. Pierre CAMBERLIN (France)

Pr. Tiou TCHAMIE (Togo)

Pr. Michel MAKOUTODE (Bénin)

Pr. Brice SINSIN (Bénin)

Pr. Yves RICHARD (France)

Pr. Téléspore BROU (France)

Pr. Adoté Blim BLIVI (Togo)

Pr. Akpovi AKOEGNINO (Bénin)

Pr. Abel AFOUDA (Bénin)

Pr. Patrick A. EDORH (Bénin)

Pr. Odile DOSSOU-GUEDEGBE (Bénin)

Pr. Brice TENTE (Bénin)

Editeur : LACEEDE

ISSN: 1840-5452

ISBN-10: 99919-58-64-9

B.P.: 526 Cotonou,

Tél. (229) : 21 36 00 74 Poste 148

(République du Bénin)

Portable (229) 97 08 11 06

SOMMAIRE / CONTENTS

5. Influences des températures de surface des océans atlantique et pacifique sur la pluviométrie en Côte d'Ivoire

(Influences of surface temperatures of the Atlantic and Pacific oceans on rainfall in Côte d'Ivoire)

(DIBI KANGAH P. A., KOUAKOU B. D. & KOLOTIOLOMA A. C.)

16. Fluctuations pluviométriques saisonnières et problématique d'approvisionnement des lacs Lowly et Louibo et des populations riveraines dans la sous-préfecture de Beoumi en Côte d'Ivoire

(Seasonal rainfall fluctuations and supply problems of Lowly and Louibo lakes and river populations in the sub-prefecture of Beoumi in Côte d'Ivoire)

(DIOMANDE B. I., KOUASSIN. F. & N'GUESSAN Y. B.-S.)

28. Caractérisation des groupements végétaux dans les terroirs de la zone de transition guinéo-congolaise /soudanienne: cas de l'arrondissement de Detohou (commune d'Abomey au Bénin)

(Characterization of plant communities in the terroirs of the guineo-congolese / sudanian transition area: case of the Sub-District of Detohou (District of Abomey in Benin)

(AROUNA O., GUEDEHOUNSOU D. M. A. & ETENE C. G.)

41. Enjeux de l'agriculture familiale dans la commune de Djakotomey

(Challenges of family agriculture in the community of Djakotomey)

(AGOSSOU C. & VODOUNNON TOTIN M. K.)

54. Echec des pratiques de protection des enfants dans les marchés urbains de l'Afrique : le cas du marché Dantokpa à Cotonou, Bénin

(Failed practices of protection of children in urban markets in Africa: the case of Dantokpa market in Cotonou, Benin)

(DEGBOE R., IMOROU A.-B. & BOKO M.)

66. Etude analytique du système de climatisation des locaux administratifs du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Bénin

(Analytical research work of the system of air conditioning in the administrative premises of the ministry of higher education and scientific research (MHESR) in Benin)

(ZOULIN A. & BOKO M.)

ENJEUX DE L'AGRICULTURE FAMILIALE DANS LA COMMUNE DE DJAKOTOMEY

AGOSSOU C. & VODOUNNON TOTIN M. K.

*Sociologue, Département de Sociologie-Anthropologie,
Université d'Abomey-Calavi et de Porto-Novo*

Résumé. Les départements du Mono et du Couffo jadis un des greniers agricoles du Bénin, sont aujourd'hui confrontés à une baisse régulière de la production agricole, une évolution inquiétante de la famine. L'observation de l'évolution de la production agricole justifie une tendance baissière en relation avec le croît démographique. Les mutations agricoles induites dans un contexte problématique d'insécurité alimentaire amène à s'interroger sur l'importance des exploitations agricoles familiales sur les enjeux contemporains de l'autosuffisance alimentaire. L'approche méthodologique empruntée part de l'appréciation de l'environnement sociodémographique du secteur d'investigation afin de saisir les facteurs de mutation araires et l'utilité des exploitations agricoles familiales. 98 acteurs ont été approchés. Au terme des investigations, que la crise du monde rurale est corrélative des variations climatiques. Elle induit une insécurité alimentaire progressive qui interpelle une restructuration des exploitations agricoles familiales.

Mots clés : Agriculture familiale, souveraineté alimentaire, mutations sociodémographiques, Djakotomey

Abstract: Challenges of family agriculture in the community of Djakotomey. The departments of the Mono and the Couffo, formerly one of Benin's agricultural granaries, are today confronted with a regular decline in agricultural production, a worrying development of famine. Observation of the evolution of agricultural production justifies a downward trend in relation to the demographic growth. The agricultural mutations induced in a problematic context of food insecurity leads us to wonder about the importance of family farms on the contemporary stakes of food self-sufficiency. The methodological approach used begins with the assessment of the socio-demographic environment of the area of investigation in order to understand the factors of arable mutation and the utility of family farms. 98 actors were approached. At the end of the investigations, that the crisis of the rural world is correlative of the climatic variations. It induces progressive food insecurity which calls for a restructuring of family farms.

Key words: Family farming, food sovereignty, sociodemographic mutations, Djakotomey

Introduction

L'Afrique subsaharienne, qui représente 13% de la population des pays en développement, compte 450 millions de paysans et 206 millions de personnes sous-alimentées, soit 25 % du total des pays en développement et près d'un tiers de sa population (FAO, 2006). Elle est aussi le seul continent où la faim progresse. La FAO estime qu'un tiers de la population subsaharienne est sous-alimentée et que l'Afrique subsaharienne compte 24% de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde. Sur 39 pays souffrant de pénuries alimentaires graves en mai 2006, près de 2/3, soit 24, se trouvaient en Afrique : la dépendance alimentaire du continent ne cesse de s'accroître le rendant de plus en plus vulnérable à la fluctuation des cours mondiaux comme aux aléas climatiques.

Les cycles de pénuries alimentaires que connaît l'Afrique ont obligé les gouvernements et les organismes internationaux à rechercher des stratégies de développement rural et agricole plus efficaces. Au Bénin, les prix des denrées alimentaires ont doublé ou même triplé entre 2010 et 2015. Cette situation a conduit l'Etat à subventionner et à adopter des stratégies interventionnistes dans l'achat et la vente de produits de consommation de masse à travers la création de l'Office Nationale de Sécurité Alimentaire (ONASA).

Malgré cette intervention, et le recours à l'importation, au Bénin, 11 % des ménages font face à une insécurité alimentaire sévère (< 1 %) ou modérée (11 %). Au total, 1,1 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minima sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles (INSAE, 2013). De plus, la ponction

alimentaire exercée par la croissance de la population urbaine ne facilite pas la garantie de cette sécurité alimentaire.

En effet, le développement rural joue un rôle capital dans toute stratégie de réduction de la pauvreté. Le secteur agricole constitue la principale source de création de richesses au niveau national et est une source de devises importantes. Le secteur emploie plus de 70 % de la population active. Plus de 60 % des actifs masculins et 35,9 % des actifs féminins réellement occupés exercent une profession agricole. La contribution du secteur agricole au PIB a évolué de 32,3 % en 2005 à 36 % en 2011 (INSAE, 2011).

Bien qu'elle soit la principale source de croissance économique au Bénin, l'agriculture est principalement une agriculture de type familial reposant sur des petites exploitations familiales paysannes, orientées vers la polyculture et associée souvent au petit élevage (volailles, petits ruminants ou porcins). La superficie moyenne des exploitations est estimée à 1,7 ha ; y vivent en moyenne sept personnes. Environ 34 % des exploitations couvrent moins de 1 ha. Seulement 5 % des exploitations dans le sud et 20 % dans le nord du Bénin font plus de 5 ha.

Face à ce panorama des exploitations agricoles, s'ajoutent des problèmes non moins inquiétants qui compromettent progressivement la vie sécuritaire des paysans : exode rural, dérèglement climatique, dégradation des sols, spéculations foncières et conflits domaniaux. Tous ces problèmes entraînent entre autres conséquences, une baisse de la production agricole déjà loin de satisfaire toute la demande en produits vivriers.

Par ailleurs, dans la plupart des régions agricoles, la production vivrière est insuffisante pour assurer la sécurité alimentaire des populations rurales et les taux de malnutrition sont particulièrement élevés. Les départements du Mono et du Couffo, jadis désignés comme greniers agricoles du Bénin, connaissent ces problèmes et sont aujourd'hui confrontés à une baisse régulière de la production agricole, une évolution croissante de la famine et recourent à des produits vivriers des boutiques de l'ONASA, subventionnés par l'Etat. L'évolution de la production agricole suit une tendance baissière au même moment que la population ne cesse de s'accroître passant en moyenne de 2,4 % entre 1979 et 1992 à 3,2 % entre 2002 et 2013 (INSAE, 2014). Cette situation conduit les producteurs du département à une stratégie d'adaptation qui compromet les chances d'une sécurité alimentaire les années à venir. Face aux transformations socioéconomiques conditionnées par les mutations agraires, le recours à l'agriculture familiale pourrait atténuer ces problèmes d'insécurité alimentaire ; et il est important de savoir dans quelle mesure ces agricultures familiales peuvent assurer l'auto alimentation de Djakotomey dans le département du Couffo.

1. Matériels et Méthodes

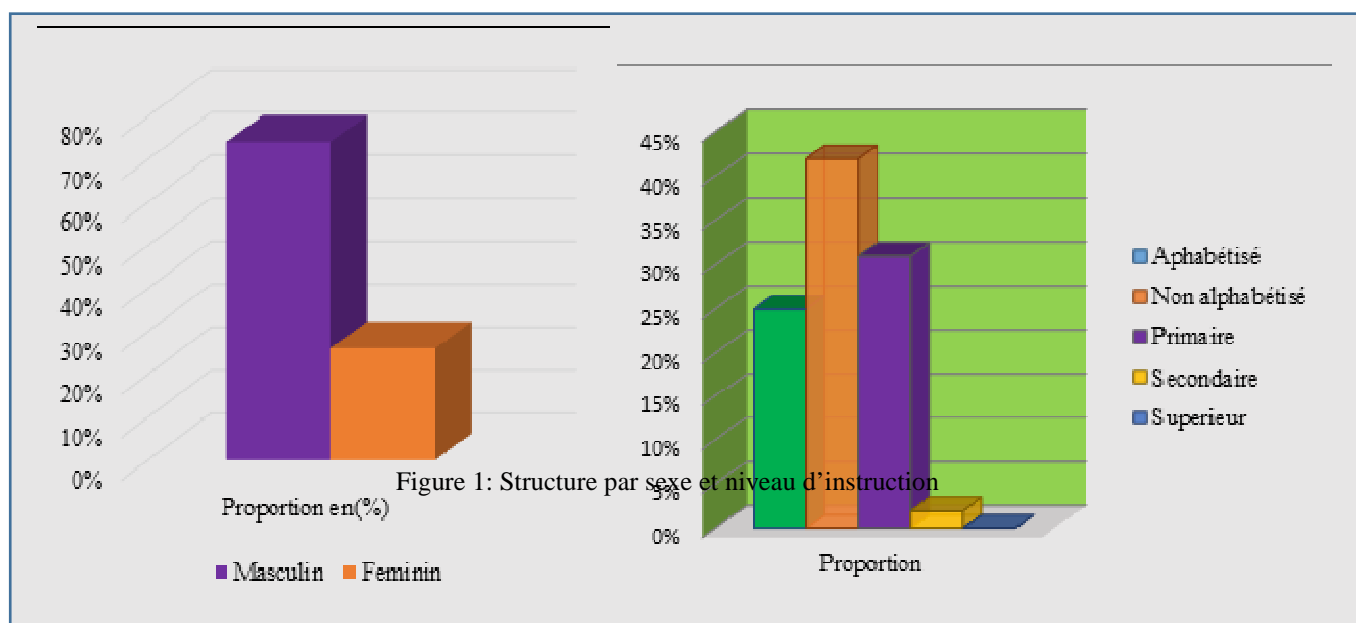
1.1. Structure sociodémographique et économique comme facteurs de sous productivité agricole

L'activité agricole, de par sa nature, exige une main d'œuvre abondante, jeune et disponible surtout dans les pays où la mécanisation agricole peine à prendre. Elle se veut une activité de savants maîtrisant le temps, le climat, le relief et la qualité des semences. Ainsi, une population agricole plus jeune, plus instruite avec un équilibre entre le genre constitueront des facteurs de développement de l'agriculture.

1.2. Structure des ménages agricoles par sexe et par niveau d'instruction

Dans la commune de Djakotomey, l'échantillon choisi est parti de 355 ménages agricoles, (soit 262 hommes (74 %) et 93 femmes (26 %)). Parmi les enquêtés, 42 % sont analphabètes, 25 % savent lire et écrire une langue locale, 31 % ont un niveau primaire tandis que 2 % seulement ont le niveau secondaire (voir figure ci-dessous).

Le niveau d'instruction diffère également en fonction du sexe ; le niveau d'éducation est plus bas chez les femmes que chez les hommes. Le nombre d'analphabètes est de 64 % chez les femmes contre 34 % chez les hommes ; ceux qui ont fait l'école primaire atteignent 18 % chez les femmes contre 36 % chez les hommes tandis que le nombre de femmes chefs de ménage qui ont fait le secondaire est de 2 % de même que chez les hommes. Ces taux d'analphabétisme élevés chez les femmes sont liés à la culture locale qui discrimine les femmes dans l'éducation scolaire alors qu'elles sont actrices principales dans les opérations agricoles (labour, semis, sarclage, récolte, etc.).



Ces taux élevés d'analphabétisme chez les exploitants de la commune de Djakotomey est l'une des contraintes à la base de faible productivité agricole. En effet, l'éducation permet d'améliorer la productivité directement par la qualité du travail réalisé, par la faculté à s'adapter au changement et par une disposition d'esprit propice à adopter des innovations techniques et organisationnelles. Elle constitue un investissement socialement rentable (Gurgand, 2000, 151) au service de l'agriculture.

Le capital humain devient, dans le contexte de Djakotomey un facteur de sous productivité agricole.

1.3. Structure par âge des exploitants enquêtés

La taille moyenne par ménage agricole est de 5.01 membres au niveau de la commune. En ce qui concerne l'âge des exploitants, les exploitations dirigées par les femmes 16 % ont un âge supérieur à 65 ans contre 6 % chez les hommes (voir figure ci-dessous). Il faut noter que

la grande masse des exploitants enquêtés ont un âge compris entre 25 et 65 ans, ce qui constitue un véritable atout pour le développement du secteur agricole.

Il est évident que ce fort pourcentage de chefs d'exploitation au-delà de 65 ans est inquiétant surtout sur le devenir et les performances de leurs exploitations agricoles. Car d'après Mbétid-Bessane, (2002), le chef d'exploitation familiale fixe les orientations et les objectifs de son exploitation, prend les décisions, mesure les résultats et veille à l'amélioration de la performance de son exploitation avec des objectifs généraux qui sont : assurer l'autosuffisance alimentaire de la famille ; dégager un revenu monétaire satisfaisant les besoins de bien-être familial ; capitaliser et développer l'exploitation ; pérenniser et assurer l'avenir de l'exploitation agricole.

A plus de 65 ans, il y a beaucoup de difficultés de changement de mentalités pour adopter une innovation, des nouvelles technologies, des nouvelles méthodes culturales, etc. d'où à cet âge, les chefs d'exploitation ont tendance à garder les anciennes méthodes culturales traditionnelles et résistent souvent à tout changement de pratique culturale ; ce qui handicape l'accroissement de la productivité agricole de leur système d'exploitation.

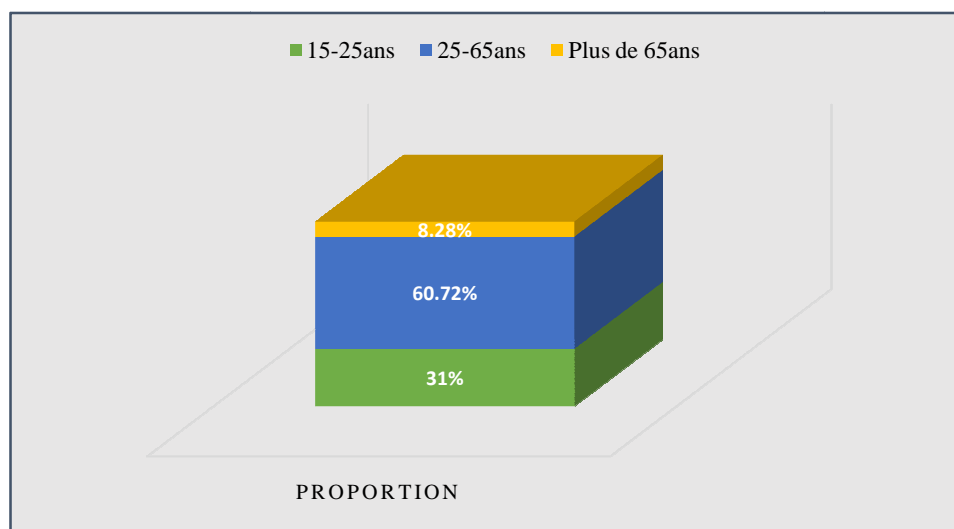


Figure 2: Structure par âge de l'échantillon

1.4. Activités secondaires des ménages exploitants enquêtés

Plus de 60 % des exploitants enquêtés exercent une activité secondaire. Parmi eux, 28 % font le commerce, 31 % exercent l'élevage, 9% pratiquent le transport et 33 % sont dans le domaine de l'artisanat.

La contribution moyenne de ces activités secondaires au revenu du ménage par secteur d'activité est de 40 % pour le commerce, 30 % pour l'élevage, 35 % pour la transformation, 48 % pour l'artisanat et enfin 45 % pour le transport (cf. figures 3 et 4).

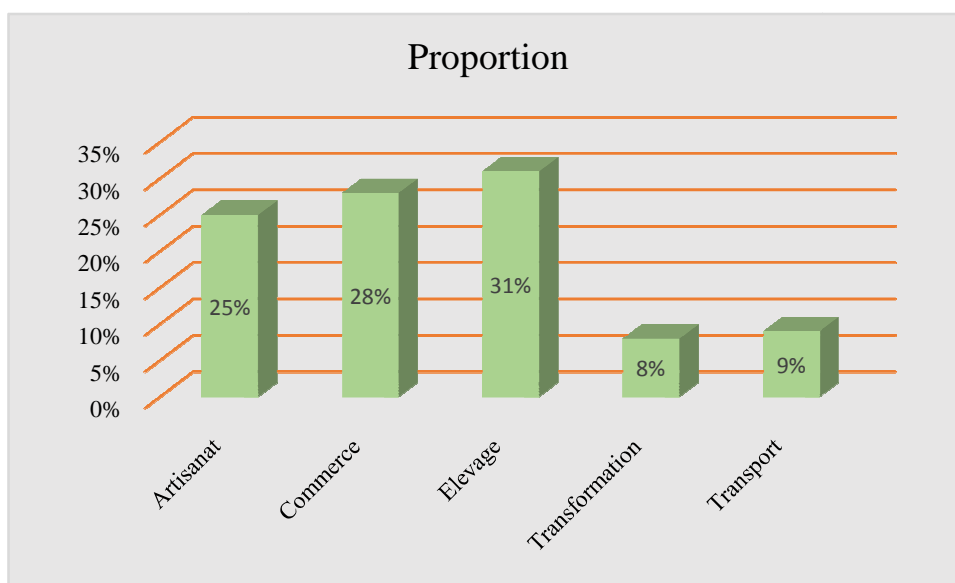


Figure 3: Structure selon l'activité secondaire

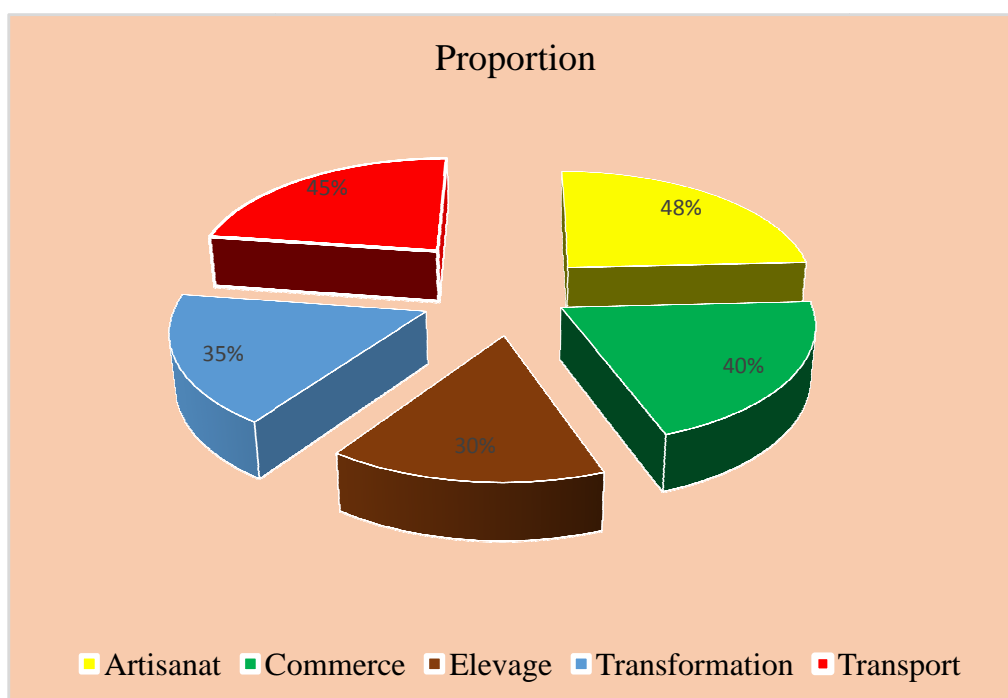


Figure 4: Niveau de contribution de l'activité secondaire par secteur

La pratique des activités secondaires constitue une stratégie d'adaptation, mieux, un moyen de subsistance dans les périodes de soudure pour ceux qui s'y adonnent. Elles sont des sources de dispersion d'effort et d'énergie qui ont tendance à baisser la productivité en termes d'espace emblavé (du fait du temps consacré à l'activité secondaire).

Au-delà de ces analyses d'impact des activités secondaires sur la production agricole, il est constaté que la ruralité d'aujourd'hui comporte une multitude d'activités diversifiées dans la production de biens et services dont bénéficient beaucoup de paysans. En effet, la pluriactivité

est beaucoup plus répandue et près des deux tiers des exploitants en tirent la moitié de leur revenu.

Par ailleurs il convient de noter que la structure sociodémographique des ménages agricoles est caractérisée par une main d'œuvre relativement jeune, sollicitant encore les services des enfants de moins de 15ans et des adultes de plus 65ans, utilisant moins la main d'œuvre féminine, non instruite.

2. Résultats de l'investigation

2.1. Propriété foncière et productivité agricole à Djakotomey

À la fois milieu de vie et espace de production, le territoire rural est multifonctionnel. L'équilibre de ces différentes fonctions est fondamental pour un développement rural intégré. Le statut de la propriété foncière des exploitants constitue une source, de stabilité des exploitations et de connaissance des conditions climatique et géologique du milieu. Ceux-ci dans la grande majorité étant des propriétaires fonciers (68 %). Aujourd'hui, la disponibilité d'espace cultivable s'amenuise pour plus de la moitié d'entre eux, réduisant ainsi les espaces emblavés. Ceci est dû à la spéculation foncière qui prend de l'ampleur dans la commune (cf. figures 5 & 6).

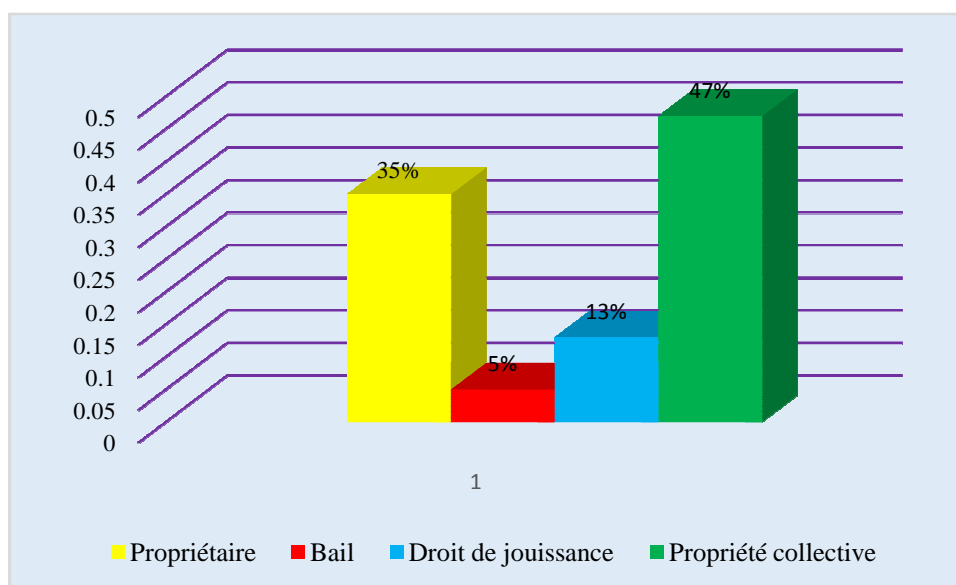


Figure 5: Structure des exploitants par statut de propriété

La plupart d'exploitants enquêtés (54 %) ont une superficie inférieure à 0.5 ha, 25 % ont une superficie comprise entre 0.5-0.99 ha. Par contre, il est à remarquer qu'un grand nombre d'exploitants (21 %) ont une superficie supérieure à 1 ha. Parmi ces derniers, 4 % ont une superficie supérieure à 2 ha et 1 % à plus de 10 hectares. La diminution de la superficie cultivable est un problème pour la production agricole dans cette commune rurale grande vocation agricole.

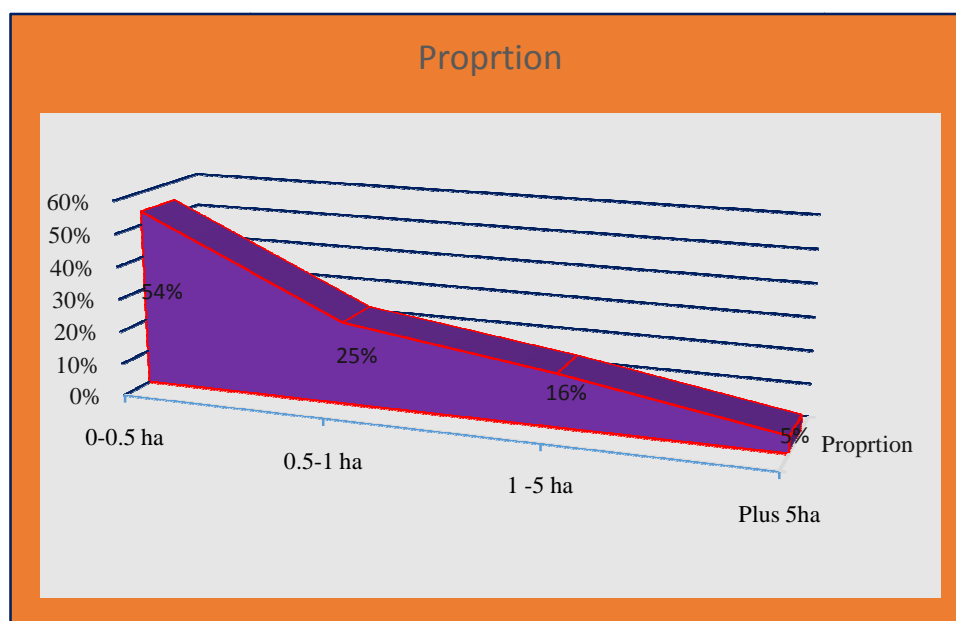


Figure 6: Structure des exploitants par superficie exploitée

Cette diminution des superficies agricoles est fonction des nombreux facteurs de mutation qui transforment ainsi les structures agraires. En effet l'exode rural, la valorisation financière du foncier, les changements climatiques, la défaillance des politiques agricoles et les faibles mesures d'accompagnement du paysan influent considérablement l'animation de la vie agricole. Les implications (baisse de la productivité, déstructuration du paysage agricole...) interpellent la définition de stratégies communautaires rurales au vu d'une réappropriation des enjeux d'une agriculture familiale au service de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, la résolution des problèmes fonciers qui constitue aujourd'hui une préoccupation de 1^{er} niveau doit être une priorité des élus communaux. Les conflits fonciers, deviennent aujourd'hui et depuis quelques années de plus en plus fréquents et difficiles à gérer dans de nombreux pays d'Afrique. Pour Coulibaly A. les principaux facteurs qui semblent jouer un rôle particulièrement important sont :

- Les migrations massives qui mettent en présence les populations migrantes demandeuses de terre et de droits durables sur les terres qu'elles cultivent et des groupes autochtones qui, selon la coutume, ont des droits d'appropriation radicalement incontournables et inaccessibles sur ces mêmes terres.
- Les interférences entre les autorités et règles foncières coutumières d'une part et les lois foncières étatiques modernes (complexes, confuses, évolutives) d'autre part créent un espace de gestion confuse propice aux comportements opportunistes et rentiers fortement influencés par les rapports de force et les politisations de la compétitivité foncière.

Ainsi un arbitrage institutionnel qui clarifie les flous juridiques autour du foncier au Bénin est gage d'un développement rural souhaité et d'une agriculture familiale sans équivoque.

2.2. Gestion des exploitations agricoles à Djakotomey

2.2.1. Types de main d'œuvre et outils utilisés dans les exploitations agricoles

L'une des principales caractéristiques de l'agriculture familiale est sa main d'œuvre ; celle-ci est essentiellement constituée des membres de la famille, avec comme chef de file le chef de ménage ou de famille.

Dans la commune de Djakotomey, le nombre moyen d'actifs agricoles par ménage sur l'échantillon enquêté est de 3,1. Ce nombre est faible vu qu'un actif agricole doit travailler pour subvenir aux besoins d'environ deux personnes inactives.

Parmi les enquêtés, seulement 27 % font recours pour certaines activités à la main d'œuvre agricole extérieure contre 73 % qui comptent sur la main d'œuvre familiale (figure 7). Pendant les pointes de travail agricole, l'ampleur des tâches à réaliser dépasse très souvent les capacités des exploitants agricoles de la commune, surtout lors des récoltes et de préparation de terrain. Pour cela, les familles n'ayant pas des moyens pour payer la main d'œuvre extérieure, mobilisent ainsi leurs enfants qui devraient aller à l'école pour se consacrer aux travaux agricoles. Ceci explique pour une part le faible taux de scolarisation, la déperdition scolaire et les échecs répétés de bon nombre d'apprenants à Djakotomey. Ce déficit de main d'œuvre agricole combinée avec d'autres facteurs sont à la base de la faible productivité agricole. Ces résultats corroborent ceux de Ndarishikanye (2002) qui avait aussi trouvé que les difficultés en main d'œuvre surtout pendant la période de pointe ne permettent plus à tous les agriculteurs d'assurer une bonne reproduction : de nombreuses exploitations ne parviennent plus à entretenir le capital-fertilité ; ce qui limite l'intensification agricole chez les exploitants de Djakotomey et de la production agricole.

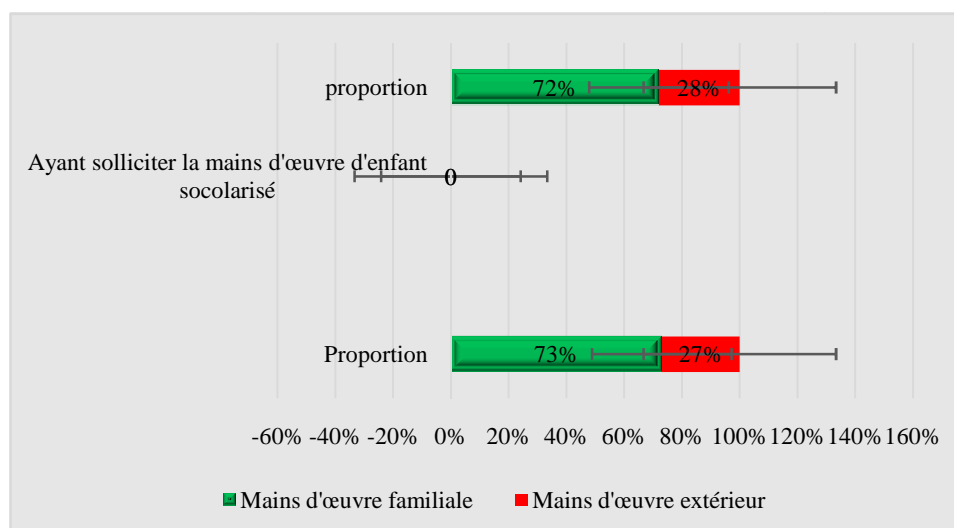


Figure 7: Types de main d'œuvre sollicitée

Par ailleurs, la technologie agricole utilisée demeure rudimentaire et insuffisante (tableau I). En moyenne, il est dénombré 2.49 houes par ménage soit un rapport de 0.93 pour un actif agricole. Ce ratio diminue jusqu'à 0.70 si on inclut la main d'œuvre des élèves en vacances ou pendant les week-ends ; ceci montre qu'il y a un grand nombre de main d'œuvre qui n'est pas valorisée à cause du déficit du matériel agricole. Cette insuffisance du matériel agricole accentuée par la défectuosité de ce dernier (15% parmi les houes utilisées sont défectueuses)

est un handicap de taille pour la productivité agricole chez les exploitants agricoles de la commune de Djakotomey.

Cette figure 7, illustre la prééminence de la main d'œuvre familiale et met en relief le faible niveau de ressource des exploitants pour payer une main d'œuvre extérieure de plus en plus onéreuse.

Un des faits remarquables, dans la commune de Djakotomey, est la régression progressive de la main œuvre agricole. Plus de la moitié des enquêtés déclarent avoir des enfants hors du terroir, soit dans les pays voisins (Togo, Nigéria, Ghana, Côte-d'Ivoire) ou dans les grandes villes du Bénin (Cotonou, Lokossa, Malanville, Parakou) pour des travaux et services jugés plus rentables que la terre (Taxi-ville, Taxi-moto, gardiennage etc.). Cette situation, tout comme celle évoquée ci-dessus ne sont pas sans conséquences sur la production agricole.

Tableau I: Outils et état des outils

Outils utilisés	Moyenne par ménage des outils	Proportion en bon état
Houe	2,39	80%
Machette	1,6	95%
Daba	1,4	76%
Traction animale	0,1	100%
Machine agricole	0,005	100%
Charrette	0,33	98%

Source : Enquête de terrain, 2015

Les résultats de ce tableau montrent que les outils de production agricole sont insuffisants au sein des exploitations agricoles de Djakotomey. Il a été constaté que certains ménages agricoles manquent de machettes alors que cet outil est très utile dans la coupe de bois, entretien de la bananeraie, etc. Cela a comme corollaire non seulement la faible rentabilité du travail, mais également la baisse de la production agricole.

L'observation du tableau révèle que la houe qui est le principal outil agricole (utilisée dans les opérations défrichage, labour, semis, sarclage, etc.) par les exploitants agricoles dans cette région est insuffisante mais également un fort pourcentage de ce matériel agricole est défectueux. Cet état des moyens de production plonge les unités de productions en dessous de seuil de reproduction simple. La crise qui en résulte se traduit inexorablement par une baisse de la productivité du travail, une dégradation accélérée de la fertilité des sols et un faible rendement agricole.

Cette insuffisance de capital productif constitue un handicap au développement de l'agriculture à Djakotomey. Elle affecte les calendriers agricoles les calendriers traditionnels agricoles et invite à d'autres enjeux de la question agraire dans un contexte de souveraineté agricole. Pendant les pointes de travail, l'ampleur des tâches à réaliser dépasse très souvent les capacités de la famille. Comme il n'en est pas toujours possible d'embaucher des journaliers agricoles ou des travailleurs saisonniers faute d'argent pour les payer, certains travaux ne sont pas exécutés pendant la période favorable ou sont faits à la va-vite pour gagner du temps. La surcharge du travail que connaît la majorité des exploitations agricoles de la commune, entraîne dès lors d'importantes baisses de rendement ; elle limite ainsi, de ce fait, l'efficacité du travail et, partant, la productivité agricole par actif (Cochet, 1995).

La modernité de la production agricole, est loin d'être une réalité dans la commune de Djakotomey. En effet, comme l'indique si bien le tableau ci-dessus, il a été recensé moins de cinq (5) tracteurs au sein de la population des exploitants enquêtés. Ce constat, même s'il peut constituer une source d'assurance pour la gestion responsable de l'environnement, constitue, un des principaux motifs, de la faible production des exploitations à Djakotomey.

2.2.2. Structure agraire et production agricole

Au regard des conditions climatiques, les exploitants de la commune de Djakotomey produisent diverses spéculations dont les principales, dans l'ordre d'importance sont le maïs, l'arachide, le manioc, le niébé, le coton, et le palmier à huile (tableau II). A ces produits s'ajoutent la tomate, le piment et autres cultures vivrières.

Tableau II: Synthèse sur les principales spéculations

Type de culture	Nombre d'exploitants	Minimum de la production (en tonne)	Maximum de la production (en tonne)	Moyenne de la production (en tonne)
Maïs	300	0.33	5	1.5
Arachide	265	0.25	3	1.8
Manioc	256	0.5	7	2.6
Niébé	158	0.3	2.4	1.3
Coton	89	0.6	10	4.2
Palmier à huile	152	4	12	5.2

Source : Enquête de terrain, 2015 et calcul de l'auteur

Le tableau II donne un aperçu de la production par ménage et de la diversification de la structure agraire. En effet, la production moyenne du maïs est de 1.5 tonne par ménage agricole enquêté ; ce qui semble insuffisant pour couvrir les besoins. L'arachide, le coton et le palmier à huile qui sont des cultures de rente sont peu produits ; car les agriculteurs sont loin d'espérer de ces cultures, des revenus pouvant leur permettre de maintenir leur niveau de vie en période soudure.

Un autre aspect non moins important est la faiblesse de la production par actif agricole (moins de 2 tonnes par actif pour les différentes spéculations). Ceci est la résultante de beaucoup de facteurs tels que l'insuffisance de la main d'œuvre, la prédominance de l'agriculture traditionnelle pratiquée avec les méthodes culturales ancestrales, l'analphabétisme élevé, la faible protection des sols, l'insuffisance des intrants agricoles (semences de qualité, des engrais minéraux et organiques et pesticides), la défectuosité des pistes rurales, la persistance des conflits fonciers, le cycle de pauvreté demeuré constant en milieu rural.

3. Discussion : L'agriculture familiale est-elle à même de nourrir de manière durable les populations locales ?

Dans presque tous les pays, l'insécurité alimentaire est devenue une priorité de premier ordre des gouvernants. Elle est souvent issue des bradages des terres, de la population agricole vieillissante, de la détérioration des termes de l'échange, de l'exode rural et parfois d'une inadaptation des politiques publiques agricoles. L'analyse du contexte particulier de Djakotomey permet de problématiser le rôle des exploitations agricoles familiales dans la jugulassions de la crise alimentaire. En effet les exploitations agricoles familiales sont

comprises à partir de certaines caractéristiques clés propres à l'agriculture familiale, liées au rapport particulier entre la structure et la composition du ménage, ainsi que les biens et activités agricoles qui y sont associées. Ce rapport influe fortement sur la manière dont les décisions sont prises concernant le choix des cultures, l'organisation de la main-d'œuvre familiale et sa répartition pour les différentes tâches, la gestion des terres et autres biens agricoles (Belières *et al.* op. cit).

Les "exploitations familiales" se caractérisent en outre par un ensemble d'activités impliquant diverses productions végétales et animales, la pêche, la chasse et la cueillette, le commerce et l'artisanat, de même que la migration saisonnière ou à plus long terme (Zoundi, 2003). Au sein de l'exploitation familiale, l'accès aux terres et aux biens agricoles s'acquiert généralement par héritage ou autres arrangements sociaux, tels que des prêts. Il importe donc d'éviter de voir l'exploitation familiale comme une unité économique isolée uniquement dédiée à l'agriculture et dépendant exclusivement de ses propres ressources. Cette agriculture repose sur une main-d'œuvre familiale qui, bien que souvent non rémunérée, possède l'assurance d'une contrepartie sous forme de droits et des avantages à plus long terme. Ceci procure un avantage compétitif certain par rapport à l'agriculture commerciale, car c'est durant les périodes de crise (sécheresse, inondations, autres calamités) où le rendement du travail reste particulièrement faible, que la main d'œuvre familiale reste le plus disponible et le plus engagé, malgré un faible niveau de « rémunération » de son effort. En outre, étant une partie du système, les travailleurs familiaux ont un degré de motivation généralement plus élevé que celui d'un salarié agricole (Djulfeldt, 2005). Toutefois il est remarqué que ce système subit des transformations de plus en plus profondes consécutives à l'éclatement des grandes concessions familiales et des centres de décisions, de l'évolution des valeurs socio-culturelles renforcées par une ouverture de plus en plus marquée du milieu rural vers l'extérieur, de la pression économique, etc.

Contrairement aux entreprises commerciales, les "exploitations familiales" tendent à posséder des superficies de terres relativement réduites. Cette recherche considère l'agriculture familiale comme le type d'exploitation agricole autour duquel la main-œuvre est principalement constituée des membres d'une même famille, souvent non-rémunérée mais donnant droit à ses membres à des prises en charge alimentaire, sanitaire et sociale.

A l'aune de ces caractéristiques, l'agriculture familiale s'impose donc comme un outil stratégique de développement agricole et par-delà, un instrument au service de la sécurité alimentaire. L'encadrement rural, en prenant appui sur les exploitations familiales peut régler les dérapages ruraux marqués par les transformations de l'espace agraire et une relative baisse de la production agricole.

Pour que les exploitations agricoles familiales soient des vecteurs de lutte contre la pauvreté en milieu rural, il faut :

- régler les questions juridiques et les flous institutionnels autour du foncier rural
- sensibiliser les communautés paysannes sur les défis de l'insécurité alimentaire et l'importance des exploitations agricoles familiales ;
- accompagner les paysans sur la base d'une politique agricole rurale adaptée et repenser l'animation du monde rural.

Conclusion

L'analyse des mutations en milieu rural laisse apparaître un ensemble de variables qui conditionnent l'animation de la vie paysanne. Les nombreuses transformations en cours : modification du paysage agricole, exode rural, spéculation foncière, faible production agricole en lien avec les variabilités climatiques, problématissent la question de l'insécurité alimentaire. La ville semble nourrir aujourd'hui la campagne. L'appropriation des enjeux et défis liés à la sécurité alimentaire invitent à repenser la pauvreté en milieu rural à partir du rôle des agricultures de proximité. A cet effet, les exploitations agricoles familiales doivent être développées et promues et soutenues par un encadrement et un accompagnement institutionnel durable. L'assurance d'un foncier rural sécurisé est avant gardiste de toute stratégie de promotion des exploitations agricoles familiales comme leviers de sécurité alimentaire.

Bibliographie

- AFD, 2014 : Les nouveaux défis de l'agriculture familiale ; *Question de développement* (15 Novembre 2014), Agropolis International (2014), *l'agriculture familiale*, N°19
- Bara G., 2010 : *L'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest concept et enjeux actuels*
- Belieres J.-F., Bosc P.-M., Faure G., Fournier S., Losch B., 2002: *What future for West Africa's family farms in a world market economy?* London: IIED, 36 p. (Issue paper n° 113).
- Bonnal P., 2010 : *Production des politiques et compromis institutionnels autour du Développement Durable, rapport de fin de projet. Montpellier, Projet ANR Propocid, N°ANR-06--PADD-016*: 39p.
- Dufumier M., 1996 : *Les projets de développement agricole, manuel d'expertise*, éditions Karthala, Paris
- Eduardo Chia, Michel Petit, Jacques Brossier, 2014 : *Théorie du comportement adaptatif et agriculture familiale*, INRA-SAD.
- FAO, 2013: *The State of Food Insecurity in the World 2012*, FAO, Rome. <http://www.fao.org/docrep/016/i3027e/i3027e.pdf>
- FAO, 2014 : *Les agriculteurs familiaux, Nourrir le monde, préserver la planète*. www.fao.org/family-farming-2014
- Ferraton N. et Touzard I., 2009 : *Comprendre l'agriculture familiale : Diagnostic des systèmes de production*, éd. Quae, CTA, Presses agronomiques de Gembloux
- INSAE, 2013 : *Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA)*
- Losch B., 2012 : *L'agriculture, le défi de l'emploi et les impasses du débat international sur le développement. Note préparatoire au colloque « Evolution du marché international du travail, impacts des exclusions paysannes »*, 16 octobre 2012. Cirad-AFD.
- Bournois L., La sécurité alimentaire, un devoir d'Etat, Politique « *l'agriculture familiale peut-elle nourrir planète ? Souveraineté alimentaire et luttes paysannes* », pp.2-15 <http://politique.eu.org> (consulter 25/07/2015)
- Johnson N. L., Ruttan V. W., 1994: Why are farms so small? *World Development*, 22 (5), 691-706.
- Owusu; J.G.K., Osei, Y. and Baah, F., 2002 : *Current Issues in Agriculture in Ghana: The Future of Family Farming* », paper prepared for IIED Sahel, Dakar, Sénégal.
- Sibiri J., Zoundileonidas H., 2003 : *Défis de l'accès des exploitations familiales aux innovations agricoles en Afrique de l'Ouest : implications institutionnelles et politiques ; Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest*, OCDE, Paris
- Toulmin C., Gueye B., 2003 : *Transformations de l'agriculture ouest-africaine et rôle des exploitations familiales*. Genève : IIED, 106 p.

Zoundi S.J., 2003 : *Innovation technologique dans le processus de changement structurel de l'agriculture familiale en Afrique de l'ouest : Quel rôle pour la recherche et la vulgarisation agricole ? Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest*, Paris (France), 46 p. Voir document sur le site: www.sahel-club.org/fr/agri/index.htm